SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 18 JUILLET 1911.

Rapport de la Commission des Finances, chargée
d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget
du Ministère des Finances pour l'exercice 1911.

(Voir les n^{os} 4, XII, 101, 165, session de 1910-1911, de la Chambre des
Représentants; — 76, même session, du Sénat.)

Présents : MM. ALLARD, Président ; HANREZ, CAPPELLE, DE BAST, le Baron
DE GIEY, VANDENPEEREBOOM, MESENS et LE CLEF, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Budget des Finances pour l'exercice 1911 s'élève à fr.	22,945,675
Les crédits alloués pour 1910 montent à	22,033,015
Soit une augmentation de fr.	912,660
Les dépenses ordinaires pour 1911 s'élèvent à la somme de fr.	22,937,675
Celles prévues pour 1910 s'élevaient à	22,025,015
Soit une augmentation de fr.	912,660
Les dépenses exceptionnelles prévues pour 1911 s'élèvent à fr.	8,000
Celles de 1910 s'élevaient au même chiffre de	8,000
Voici le détail des augmentations prévues pour 1911 :	
a) 25,000 francs en vue de l'avancement normal des fonctionnaires, dont l'effectif s'est accru. fr.	25,000
b) 24,000 francs pour les augmentations de traitement à accorder aux agents du cadastre fr.	7,500
et 16,500 francs pour promouvoir des géomètres qui occupent depuis longtemps la même classe de leur grade	16,500
	24,000
c) 52,000 francs nécessaires pour les mesures prises en faveur des commis des accises dont l'avancement se trou- vait ralenti et pour les augmentations normales de traite- ment	52,000

d) 385,000 francs à résulter du renforcement des cadres du personnel inférieur de la douane, de la modification du barème des traitements et de l'abréviation des délais d'augmentation en faveur des employés subalternes et inférieurs.	385,000
e) 5,000 francs dus à l'extension des cadres du personnel dans les services des contributions directes, du cadastre et des accises.	5,000
f) 50,000 francs provenant du surcroît de matériel de chauffage, d'éclairage et de nettoyage des locaux de la douane et du service assumé par l'Administration des contributions pour la délivrance des plaques d'automobiles.	50,000
g) 100,000 francs afin de mettre le crédit en rapport avec la dépense réelle pour les remises des receveurs et les frais de perception.	100,000
h) 500 francs pour frais de bureau et dépenses diverses.	500
i) 5,000 francs destinés au renouvellement du matériel d'impression des timbres adhésifs pour effets de commerce et les frais occasionnés par l'occupation de nouveaux locaux.	5,000
j) 135,000 francs, coût annuel des fournitures et travaux divers que comporte la culture des terrains et serres de Laeken et du Stuyvenberg.	135,000
k) 11,660 francs, due au renforcement du personnel des commis de direction et du service du timbre.	11,660
l) 124,500 francs pour traitements ou salaires du personnel chargé de la culture des terrains et des serres de Laeken et du Stuyvenberg.	124,500
Ensemble. . . fr.	917,660
Dont à déduire une somme de 5,000 francs justifiée par le décès ou la mise à la retraite de plusieurs agents en disponibilité fr.	5,000
Reste l'augmentation de. . . fr.	912,660

indiquée ci-dessus.

La Section centrale de la Chambre des Représentants a examiné la question de l'augmentation du traitement des employés des douanes et presque tous les orateurs qui ont pris la parole, lors de la discussion à la Chambre des Représentants du Budget des Finances, ont demandé avec insistance que les traitements des employés des douanes et surtout ceux des employés subalternes soient majorés.

Devant cette quasi-unanimité, M. le Ministre des Finances a bien voulu déclarer « que toutes les questions qui lui ont été signalées, et particulièrement celles qui ont trait à l'amélioration de la situation du petit personnel, feront l'objet de sa part d'une étude attentive et consciencieuse dont il dira les résultats quand il se représentera à la session prochaine. »

Votre Commission, à l'unanimité, se joint aux observations présentées en faveur de l'amélioration de la situation des employés subalternes des douanes. Sans méconnaître les améliorations importantes apportées depuis

quelques années à la situation de ces employés modèles, elle estime que des mesures nouvelles s'imposent en leur faveur et elle soumet cette question à toute la bienveillance de M. le Ministre des Finances.

La Section centrale de la Chambre a insisté à nouveau et vivement sur la question de l'organisation du repos dominical pour le personnel des douanes.

Votre Commission, elle aussi, insiste pour qu'une solution intervienne, et la réponse donnée par M. le Ministre à la Section centrale fait espérer qu'une solution interviendra sans retard.

Il en est de même pour ce qui concerne l'installation des abris pour les employés des douanes de planton aux poteaux-frontière.

Beaucoup a été fait déjà en ce sens. M. le Ministre des Finances tiendra à compléter les mesures prises.

La question du cautionnement des employés comptables n'a pas été soulevée cette année à la Section centrale. A la Chambre, M. Lemonnier a cru à bon droit devoir en parler.

Votre Commission estime qu'une solution de cette question serait favorablement accueillie.

Les employés comptables sont obligés de fournir un cautionnement. S'ils ont des ressources personnelles, tout est dit. Mais dans le cas contraire, et c'est la généralité, ils doivent recourir à l'emprunt. C'est là mettre les employés dans une situation humiliante d'une part, onéreuse d'autre part.

Pourquoi ne pas permettre aux employés de fonder entre eux une société fournissant un cautionnement unique collectif ?

Ces sociétés existent en France, en Hollande et en Suisse. Pourquoi ne pas les admettre en Belgique? L'Etat en imposant des garanties sérieuses ne court aucun risque, d'autant plus que les déficits annuels sont minimes. On ne doit pas craindre de voir les agents renoncer à leurs habitudes d'économie et leur zèle s'affaiblir, d'autant plus qu'en cas d'abus, l'Etat peut toujours dissoudre les sociétés.

Le remboursement des cautionnements personnels entraînera certes pour l'Etat une dépense d'environ 40 millions ; mais s'il admettait le principe, ce qui, à notre avis, est désirable, il pourrait échelonner le remboursement et le répartir sur deux ou trois exercices.

Votre Commission soumet cette question à toute la bienveillance de M. le Ministre des Finances.

Les questions du transport de l'alcool, des statistiques du commerce international, de la codification des lois fiscales et d'autres, ont fait l'objet d'un examen en Section centrale de la Chambre des Représentants.

Votre Commission juge inutile de les examiner à nouveau en ce moment, M. le Ministre ayant promis de s'en occuper pour le prochain budget.

Le rapport de la Section centrale s'occupe aussi de la question de la division de certains bureaux hypothécaires, notamment de celui de Bruxelles.

Mais à notre avis, il y a une question plus sérieuse qui mérite toute la sollicitude de M. le Ministre des Finances : c'est celle de la sécurité des bâtiments servant aux conservations des hypothèques. Il est certain

(4)

que la destruction de l'une de ces conservations serait un véritable désastre.

A Anvers, notamment, les bureaux de la conservation des hypothèques sont installés dans un arrière-bâtiment, rue Solvyns. On frémit à l'idée de voir un incendie éclater en cet endroit. Le Gouvernement l'a compris. Il a acquis, il y a deux ou trois ans, un hôtel avenue de l'Industrie pour y établir une nouvelle conservation des hypothèques. Le conservateur habite l'hôtel, mais les bureaux et les archives se trouvent toujours rue Solvyns. Pourquoi ce retard dans la construction des nouveaux locaux avenue de l'Industrie ?

Votre Commission prie M. le Ministre des Finances d'examiner ce point et d'ordonner sans retard les constructions nécessaires à assurer les archives si précieuses, reléguées aujourd'hui dans un arrière-bâtiment.

Le Projet de Loi a été voté par la Chambre des Représentants, dans sa séance du 12 juillet 1911, par 76 voix contre 45 et 1 abstention.

Votre Commission vous en propose l'adoption par 6 voix contre 2.

Des membres protestent contre la discussion tardive des budgets qui ne seront votés qu'après que la plus grande partie des crédits sera dépensée.

Le Rapporteur,
ÉMILE LE CLEF.

Le Président,
VICTOR ALLARD.